ILS SE SONT RÉUNIS HIER À ALGER

Les «16» maintiennent la pression

Le groupe des 19 s'est finalement réuni hier vendredi pour évaluer la situation suscitée par leur initiative et décider de la suite à donner à leur démarche essentiellement axée, doit-on le rappeler, sur une demande d'audience au Président Bouteflika afin de l'informer de leur inquiétude sur la crise que traverse l'Algérie. Les signataires de cette lettre ont préféré ne pas communiquer avant l'heure ni l'ordre du jour ni le lieu de leur rencontre qui intervient d'autre part au moment où trois personnes ont décidé de se retirer de l'initiative après avoir fait montre, disent-elles, de «naïveté politique et de précipitation».

Photo : Samir Sid

Les 16 bien déterminés à poursuivre leur démarche.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Ce retrait ne semble cependant avoir altéré en rien la volonté et la détermination des autres membres du groupe de poursuivre leur démarche. Bien plus, l'option d'assister à des revirements de ce genre avait été prise en compte, voire même prévue par la plus grande majorité des signataires en particulier ceux engagés dans la lutte militante et politique depuis de longues années.

Invitée à s'exprimer sur le sujet par Echourouk TV, Zohra Drif a expliqué que le retrait de Zehira Yahi, Samia Zennadi, et Rachid Hadj Nacer ne porte aucun coup à la démarche en elle-même de même qu'elle ne l'a en rien affaiblie. Zohra Drif a rappelé que le texte a été approuvé par l'ensemble des signataires et que «si certains veulent revenir dessus, c'est leur droit», ajoutant. «Nous avons respecté la liberté des uns et des autres.»

Les trois personnes citées ont d'ailleurs elles-mêmes tenu à préciser, dans un communiqué repris par l'agence officielle APS, qu'elles avaient signé la lettre «sans manipulation ni contrainte (…) nous avons pris de notre propre chef la décision d'apposer nos signatures au bas de la lettre adressée à Monsieur le Président de la République».

Réagissant aux multiples réactions engendrées par cette initiative, elle a insisté par ailleurs sur le fait qu'il ne s'agit pas là d'une «démarche personnelle. J'exprime les inquiétudes que je vis concernant le présent et l'avenir de mon pays. J'estime qu'il est de mon devoir en qualité d'ancienne moudjahida de rester fidèle au serment que nous avons fait en 1954 et à la mémoire des frères et sœurs aux côtés desquels j'ai combattu et de ne pas me taire». Zohra Drif a enfin tenu à informer l'opinion publique que le groupe reçoit des centaines d'appels de personnalités désirant signer le texte et suivre cette démarche.

Boudjemaa Ghechir, avocat et militant des droits de l'Homme, va plus loin affirmant dans une interview parue ce jeudi dans le quotidien *El-Watan* «politiquement, nous avons gagné».

Gagné dans le sens où, selon lui, la démarche a permis de ramener le débat sur l'existence de barrages face au Président Bouteflika. Preuve en est, le silence du premier responsable du pays au sujet de cette démarche et toutes ces réactions démesurées enregistrées après la publication de cette lettre. Le fait que l'APS, cet organe de presse très officiel qui n'est habilité à reprendre ce genre d'information qu'après autorisation, ait repris le communiqué des trois anciens signataires de la lettre entre aussi et désormais en compte dans la grille de lecture permettant de décoder les réactions des tenants du pouvoir et avalise le sentiment général de malaise qui se dégage depuis la publication de cette lettre.

En fait, il laisse clairement entrevoir que cette demande d'audience qui pourrait relever d'un acte politique banal dans d'autres contextes s'est transformée en véritable «affaire d'Etat» contre laquelle tout l'arsenal politique et médiatique officiel a été déclenché. Pourquoi, s'il en était autrement, ressentir ce besoin de «jouer» toutes ces cartes et en quoi une rencontre entre le premier responsable élu par le peuple et un groupe émanant de cette même Algérie dérangerait-elle à ce point ? Quoi qu'il en soit, cette situation est ressentie comme une confirmation de leurs inquiétudes par le groupe qui s'est donc réuni hier vendredi.

Les décisions qui sanctionneront cette rencontre éclaireront sans doute davantage l'opinion sur la suite des évènements.

A. C.

SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI

L'étrange réserve de Saâdani

La position ou plutôt la «non-position» du secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Ammar Saâdani, sur la question du Sahara occidental en lutte pour son indépendance du joug marocain, n'est pas du goût du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS). Son président, Saïd Ayachi, s'est fendu d'un communiqué virulent à l'encontre du SG du FLN dans lequel il se dit «consterné» par la récente sortie du chef du parti majoritaire du pays sur le plateau d'une chaîne satellitaire.

Photo : Samir Sid

Saâdani élude la question sahraouie.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Invité d'Ennahar tv, alors qu'une question lui a été posée à propos du Sahara occidental, Ammar Saâdani s'est refusé à s'étaler sur le sujet mais a promis «d'y revenir un jour».

Face à l'insistance du journaliste intervieweur, Saâdani persiste : «Pas aujourd'hui !», avant de lâcher sur un ton péremptoire : «Ce qui m'importe le plus, c'est l'Algérie.» Le SG du FLN se défend d'éluder le sujet en déclarant qu'il «ne (veut) pas créer un problème (sic)». «Il reste que j'ai mon opinion là-dessus», tient-il à souligner sans traduire concrètement le fond de sa pensée. Et de rappeler que la question de la colonisation du Sahara occidental par le Maroc n'a pas été résolue depuis 1975, date de l'annexion par le Maroc des territoires du Sahara occidental. Avant de finir par lâcher : «Il n'y a pas que l'Algérie (pour la résolution de la question, Ndlr), il y a aussi l'ONU.» Des déclarations qui «positionnent M. Saâdani sur une ligne anti-novembriste, à l'antipode de la doctrine du parti du FLN, qui a accompagné, soutenu et aidé à faire triompher 17 mouvements de libération africains, un parti du FLN qui a continuellement condamné le colonialisme sous toutes ses formes, un parti dont la voix a résonné avec constance dans toutes les tribunes internationales pour dénoncer l'occupation quelle qu'elle soit», s'offusque le président du CNASPS.

Ces déclarations, estime Saïd Ayachi, ne rendent nullement justice au peuple sahraoui, «qui lutte pour sa liberté, son indépendance et sa dignité», et auquel «la communauté internationale a très justement reconnu son droit inaliénable à l'autodétermination afin de choisir librement son destin».

Ces déclarations «n'honorent en rien leur auteur», selon Saïd Ayachi pour qui «la charge du SG du FLN n'autorise absolument pas cette prise de position de toute évidence de nature personnelle, en complète contradiction avec les positions défendues avec constance et inconditionnellement par tous les militants du FLN, positions à chaque fois réaffirmées dans les résolutions politiques».

La «réserve» dont a fait preuve Saâdani sur la question du Sahara occidental est d'autant plus incompréhensible lorsqu'on sait qu'il s'est montré fort généreux en «analyses» sur les questions palestinienne et libyenne, le «Printemps arabe», le fonctionnement de la Ligue arabe, etc. En somme, la sortie de Saâdani tranche avec la position algérienne officielle sur la question du Sahara occidental réitérée tout récemment par le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra.

«Le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental est incontournable, inaliénable et imprescriptible», a en effet déclaré M. Lamamra lors d'un point de presse conjoint avec son homologue colombienne le 8 novembre dernier à Alger. Pour le MAE algérien, «la répétition de clichés et de stéréotypes malencontreux en ce qui concerne la position de l'Algérie n'est pas de nature à ternir en quoi que ce soit cette position de principe qui est aussi celle de la communauté internationale».

Pour Lamamra, la «mystification qui a eu lieu le 6 novembre 1975 a abouti à la prise en otage du destin collectif des peuples maghrébins par l'expansionnisme territorial (du Maroc) 40 années durant».

Aussi vague a été également la réaction du patron du FLN face à la violente diatribe de Mohammed VI à l'encontre de l'Algérie dans son discours prononcé à Laâyoune, capitale du Sahara occidental, à l'occasion du 40e anniversaire de ce que les Marocains appellent la «marche verte». Mohammed VI a accusé l'Algérie, entre autres, de détournement des aides humanitaires destinées aux réfugiés sahraouis.

«L'Histoire jugera ceux qui ont réduit les enfants libres et dignes du Sahara à l'état de quémandeurs d'aides humanitaires», a affirmé le roi. Une accusation qui n'a pas tardé à faire réagir Alger qui, par la voix de son chef de la diplomatie, Ramtane Lamamra pour qui les propos du roi du Maroc résonnent comme un pari sur le pire». Là encore, Saâdani a fait valoir presque son droit de réserve.

«Cette escalade n'est ni dans l'intérêt du Maroc ni de l'Algérie», s'est-il ainsi contenté de dire.

Y. D.